



Pouvoir d'achat : Une exigence sociale : l'augmentation générale des salaires

jeudi, 21 avril 2011

La quasi-totalité des salariés, du public comme du privé, est confrontée à un problème majeur de pouvoir d'achat. Concernant les fonctionnaires, le gel du point d'indice annoncé pour 2011 et 2012 est une nouvelle provocation. Le problème du pouvoir d'achat s'exprime notamment par l'augmentation considérables et continue de leurs « dépenses contraintes » (le logement, l'énergie, sans oublier le carburant).

Face à ce problème bien réel, le Président de la République et le Gouvernement bricolent une réponse improvisée, à des fins électoralistes, sous forme de primes indexée sur l'accroissement des dividendes versés aux actionnaires des entreprises de plus de 50 salariés.

Au-delà des réponses contradictoires des principaux ministres concernés, ce projet révèle des problèmes majeurs :

- ↳ Contrairement à ce que dit le Gouvernement, la prime profiterait à une minorité de salariés. Non seulement elle ne concernerait que les entreprises qui distribueront en 2011 plus de dividendes qu'en 2010 mais la prime n'aura aucun caractère obligatoire. dans les grandes entreprises, il y aura simplement une obligation de négocier. Comme dans les négociations annuelles obligatoires, l'obligation de négocier de négocier n'est jamais une obligation de conclure !
- ↳ Elle divisera les salariés, puisque les entreprises de moins de 50 salariés, où travaillent 60% des salariés du privé, ne seront même pas astreints à une obligation de négocier : les employeurs seront simplement « incités » à verser une prime.
- ↳ Elle fera dépendre la rémunération des salariés, non seulement des profits de l'entreprise comme la participation mais des dividendes versés. Pour la CGT, les salaires sont la rémunération du travail, des qualifications qui n'ont pas à être subordonnés aux profits des actionnaires.
- ↳ Enfin, en l'état des annonces gouvernementales, il pas certain que la prime compte pour le calcul de la retraite.

Cette proposition est une réponse illusoire aux attentes des salariés en matière de pouvoir d'achat. La seule vraie solution réside dans l'augmentation des salaires, qui passe par une augmentation significative du SMIC et par une véritable dynamique de relance des négociations salariales, tant au niveau des branches que des entreprises dans le privé ainsi que dans la Fonction publique. C'est une exigence sociale.